

Le budget—M. Holtmann

discours. J'ai bien aimé la façon dont il tracé les antécédents du chef de l'opposition officielle (M. Turner). Celui-ci a accumulé un déficit après l'autre, les bonnes années comme les mauvaises. Je ne voulais pas reprendre le député quand il a dit que le déficit était de 38 milliards de dollars en 1984, mais je suis certain qu'il aurait atteint 40 milliards de dollars si nous n'avions pas pris le pouvoir.

Je trouve fort désagréable, et mon collègue aussi sans doute, d'entendre les déclarations trompeuses et les inexactitudes que nous débitent les députés d'en face. Je tiens à féliciter le ministre des Finances (M. Wilson) de tout ce qu'il a accompli dans ses trois budgets. Non seulement a-t-il réduit le déficit, mais il a aussi pris diverses initiatives pour aider les Canadiens. Il a notamment décidé de déposer un budget en février de chaque année. Par le passé, les gens devaient deviner quand le prochain budget serait présenté, mais nous avons levé cette incertitude en adoptant une procédure plus régulière.

• (1740)

Des observations trompeuses ont été faites également à l'égard des paiements de transfert aux provinces. L'opposition prétend que ces paiements vont diminuer alors que nous savons qu'ils passeront de 65 à 90 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Cela représente une augmentation de 25 milliards que les provinces pourront consacrer à l'enseignement supérieur et aux services de santé.

Ma question porte sur un autre secteur qui a fait l'objet de déclarations trompeuses. Je veux parler du développement régional. Mon collègue conviendra que si les Canadiens croyaient ce que leur dit l'opposition, ils penseraient que le gouvernement se moque du développement régional. Est-ce le cas?

M. Holtmann: Monsieur le Président, je suis heureux que le député ait soulevé la question du développement régional. Contrairement à ses prédécesseurs, notre gouvernement compte des représentants de toutes les provinces du pays. Je suis sûr que les députés du parti libéral se demandent comment nous y sommes parvenus.

M. Lapierre: Nous le ferons la prochaine fois.

M. Holtmann: Le député dit qu'ils le feront la prochaine fois: c'est la façon d'obtenir une représentation régionale et de connaître les préoccupations de tous les Canadiens.

Le député a raison de dire que la région de l'Atlantique a besoin de beaucoup plus d'aide, et peut-être de plus d'attention que nous ne lui en avons accordé jusqu'ici. Nous l'admettons volontiers. Cependant, les crédits alloués à la création d'emplois sont restreints. La situation ne peut pas s'améliorer du jour au lendemain.

Le député a parlé de l'état de l'économie à la suite du budget. Je voudrais faire une remarque au sujet de notre ministre des Finances. Un de mes bons amis, M. Robertson, m'a dit qu'il a entendu incidemment des députés de l'opposition dire que s'ils pouvaient seulement compter un Michael Wilson parmi eux, au lieu de tous les anciens ministres des Finances qui ont dû se succéder si souvent pendant 15 ans, ils l'engageraient dès demain.

En effet, voilà ce qu'on entend dire dans les couloirs de l'opposition. Le fait est que le ministre des Finances a réussi à relancer l'économie grâce à ses budgets.

M. Lapierre: Il devrait vous aider à gagner les sondages.

M. Holtmann: L'économie est florissante et les investissements augmentent parce que les taux d'intérêt restent bas grâce aux mesures économiques prises par le ministre des Finances.

M. Lapierre: Cela ne se traduit pas dans les sondages.

M. Holtmann: Le député dit que cela ne se traduit pas dans les sondages. Il a tout à fait raison, mais en temps voulu, les sondages vont changer.

M. Rompkey: Monsieur le Président, pour répondre à la question, je pensais que le député de Selkirk—Interlake (M. Holtmann) reconnaissait que les dépenses consacrées au développement régional ont en effet diminué et que le gouvernement ne faisait pas suffisamment dans ce domaine. Cela semble correspondre à ce qu'a déclaré le premier ministre Peckford au lendemain du budget. Voici ce qu'il a dit:

Le gouvernement met encore l'accent sur une économie axée sur les forces du marché alors qu'à Terre-Neuve, au Manitoba ou dans l'Île-du-Prince-Édouard, ce système ne marchera pas si nous voulons obtenir ce dont nous avons besoin pour devenir un jour une économie de marché.

Puis il a ajouté:

Nous n'avons pas réussi à lui faire comprendre que dans notre province, le développement économique régional est extrêmement important et que seule l'intervention fédérale permettra le genre de croissance qu'ont connue l'Ontario et le Québec.

Comment le député répond-il aux observations que le premier ministre conservateur de Terre-Neuve a faites sur le budget?

M. Holtmann: Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je répondrai à ces observations. Personne n'est mieux placé que le premier ministre de Terre-Neuve pour connaître la gravité des difficultés économiques que doivent affronter les habitants de sa province. Je suis également d'accord pour reconnaître, non sans quelque réserve toutefois, que le gouvernement a examiné la situation et s'efforce constamment d'aider cette province. Chose certaine, la solution ne réside pas uniquement dans les injections de capitaux. Le premier ministre reconnaîtra à coup sûr que sa province a des ressources qu'il souhaiterait exploiter.

Il ne faut pas oublier que nous ne sommes au pouvoir que depuis deux ans et demi. J'ai la certitude que le gouvernement continuera à s'attaquer au problème par tous les moyens qu'il peut avoir à sa disposition pour collaborer avec des provinces comme Terre-Neuve. Nous avons la détermination voulue.

[Français]

M. le vice-président: Comme il est 17 h 45, il est de mon devoir, conformément à l'article 84(7) du Règlement, d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour disposer de l'amendement dont la Chambre est maintenant saisie.

[Traduction]

Par conséquent, le vote porte sur la motion suivante: M. Wilson (Etobicoke-Centre), appuyé par M. Mazankowski, propose:

Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Et sur l'amendement de M. Garneau, appuyé par M. Johnston:

Qu'on modifie la motion en retranchant tous les mots suivant le mot «Que» et en les remplaçant par ce qui suit: